

Projets de décret modifiant le décret n° 65-382 du 21 mai 1965 modifié relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928 et d'arrêté relatif à la prime de rendement allouée aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes

Fiche d'impact

Le contexte

Conformément aux dispositions de l'article 13 du décret n° 65-382 du 21 mai 1965 modifié relatif aux ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1928, les ouvriers des parcs et ateliers (OPA) peuvent percevoir une prime de rendement dont le taux moyen actuel, fixé par arrêté, est de 8%.

Ce texte n'a connu aucune évolution rédactionnelle récente. Pourtant, plusieurs problématiques liées notamment aux modalités de mise en œuvre de la prime de rendement font ressortir ce besoin :

- un complément à la prime de rendement a été initié sans ajustement du support réglementaire ;
- la pension des OPA est calculée sur la base d'une prime de rendement dont le taux est limité à 8 % soit le taux moyen fixé par l'arrêté ;
- la Cour des Comptes a souligné que le texte fixant le taux de la prime de rendement n'était juridiquement pas conforme notamment dans le fait qu'il ne prévoit pas de taux plafond.

En complément, à la demande des partenaires ministériels co-signataires du décret n° 65-382, l'évolution réglementaire de la prime de rendement est accompagnée d'une modification visant à garantir la bonne application des dispositions du décret n° 2014-456 du 6 mai 2014 fixant les conditions d'intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes pour s'assurer que le niveau de salaire pris en compte pour le reclassement des ouvriers des parcs et ateliers au sein de la fonction publique territoriale ne soit pas supérieur au traitement maximum du grade de reclassement au sein de la fonction publique territoriale. Cette volonté implique de modifier l'article 12 du décret n° 65-382.

Objet des textes

Le projet de décret prévoit de modifier les articles 12 et 13 du décret n° 65-382 du 21 mai 1965 :

- Modification de l'article 12 :

Le projet de décret vient plafonner le salaire de base augmenté des primes d'ancienneté et d'expérience des OPA afin qu'il ne soit pas supérieur au traitement indiciaire de l'échelon le plus élevé du grade de reclassement au sein de la fonction publique territoriale. Un dispositif de garantie est prévu pour les agents qui dépasseraient ces plafonds.

- Modification de l'article 13 :

Le projet de décret définit la prime de rendement des OPA et son mode de calcul : produit d'un taux individuel tenant compte de la productivité de l'agent et des améliorations techniques qu'il apporte et du salaire de base. Le taux individuel est plafonné au double du taux de référence de 8 % fixé par arrêté.

Il instaure par ailleurs un complément à la prime de rendement, distinct de la prime de rendement et qui n'entre pas dans le calcul de la pension. Le montant cumulé de la prime de rendement et du complément à la prime de rendement est plafonné au triple du taux de référence, soit 24 %.

Une garantie de maintien indemnitaire est donnée aux OPA dont la somme des montants de prime de rendement et de complément à la prime de rendement versé avant l'entrée en vigueur des décret et arrêté excède le taux plafond.

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Ces modifications de textes réglementaires n'ont pas de conséquences sur l'organisation des services des ministères.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : 3 000 OPA environ maximum seraient concernés (situation à septembre 2015 tenant compte des intégrations FPT envisagées avec effet au 01/01/2016) ;
- concertation : réunions en juin 2013, avril 2014 et en septembre 2015 ;
- calendrier de mise en œuvre : avis du CTM, puis signature début 2016.